Sous le haut patronage du Ministre de la Santé Publique
Salon International de la Santé au Cameroun
4ème édition
DU 24 AU 28 JUILLET 2023
SPONSORS
APES
Musée National (Ancien Palais Présidentiel)

Récépissé N°00000011/RDA/J06/SAAJP/BAPP du 29 MAI 2023

www.lavoixdesentreprises.info

LA VOIX DES ENTREPRISES

N° 007 du Mercredi 28 Juin 2023 - TEL: (+237) 674114156 - DP: Raphael Mforlem

LA REGIONAL BANK

INSTITUTION REDISTRIBUTES 1.5 BILLION FCFA DIVIDENDS TO SHAREHOLDERS

PAGE 5

PROMOTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Les maires en quête d'encadrement

Une convention de partenariat visant à promouvoir la formation, l'encadrement, et le développement socio-économique des mairies d'arrondissement, membres du Remcess, a été ratifiée entre Achille Bassilekin III, Ministre des Petites et Moyennes entreprises, de l'Économie sociale et de l'Artisanat (Minpmeesa) et Monique AYI, présidente du Réseau des maires du Cameroun pour l'économie sociale et solidaire (Remcess), le 22 juin 2023 à Yaoundé.

Page 2

DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES

LE PROGRAMME D'IMPULSION INITIALE PROLONGE POUR UNE ANNEE

PAGE 6

INFRASTRUCTURAL INVESTMENT

NSIF JOIN SHARES TO AFRICA FINANCE CORPORATION

PAGE 5

AFFAIRE LIYEPLIMAL

LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE SAISI

PAGE 6

FORMATION ENTREPRENEURIALE

La 6e édition des Ateliers préalables à l'installation des entreprises au Cameroun (Apic) dans le cadre du programme 21 days of Yello Care de la Fondation MTN Cameroun s'est tenue du 19 au 20 juin dernier à Yaoundé.

MTN Cameroun et la chambre de Commerce en synergie

Ils sont au total 60 femmes, entrepreneurs, 17 formateurs et 15 exposants qui ont pris part à la 6e édition des Ateliers préalables à l'installation des entreprises au Cameroun (Apic) dont l'objectif est de promouvoir l'entrepreneuriat, l'installation des entreprises sur le sol camerounais et le développement de celles-ci.

Organisé du 19 au 20 juin 2023 par la Chambre de commerce d'industrie, des mines et de l'artisanat du Cameroun (Ccima) en partenariat avec MTN Cameroon dans le cadre du programme ''21 days of Yello Care'' que promeut la Fondation MTN Cameroon, les participants ont pendant trois jours passés en boucles plusieurs modules dont : le choix juridique social et fiscal, formalités d'immatriculation, les obligations comptables, le bilan personnel, diagnostic et stratégies d'entreprise, propriété intellectuelle et entreprise, aptitudes et stratégies managériales, analyse du marché, prévisions économiques, recherche de financement, méthodologie de rédaction d'un projet d'entreprise.

Les promoteurs d'entreprises au sortie de la formation.

À l'issue des travaux, les promoteurs d'entreprises ont reçu la promesse de bénéficier d'un accompagnement pour faciliter leur souscription au comité de crédit du Fonds national de l'emploi (FNE). Mais aussi, ces promoteurs d'entreprises ont reçu une parole de foi, de jouir d'un suivi individuel dans le cadre du développement de leurs entreprises.

En mettant un terme à la rencontre, Marie Rose Daya, Représentante de la MTN Foundation à cet atelier, a tenu à rappeler que : « Dans le cadre des 21 Days of Y'ello Care, nous travaillons sur l'inclusion des femmes dans le domaine de l'entrepreneuriat à travers des formations sur le digital… ».

Raphael Mforlem

PROMOTION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Les maires en quête d'encadrement

Une convention de partenariat visant à promouvoir la formation, l'encadrement, et le développement socio-économique des mairies d'arrondissement, membres du Remcess, a été ratifiée entre Achille Bassilekin III, Ministre des Petites et Moyennes entreprises, de l'Économie sociale et de l'Artisanat (Minpmeesa) et Monique AYI, présidente du Réseau des maires du Cameroun pour l'économie sociale et solidaire (Remcess), le 22 juin 2023 à Yaoundé.

Échange de parapheurs entre le Minpmeesa et le Remcess

Procéder à la formation, l'encadrement, la promotion et le développement économique et social dans les mairies d'arrondissement, c'est le sens donné à la convention de partenariat signée entre le ministère des petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat (Minpmeesa) et le Réseau des maires du Cameroun pour l'économie sociale et solidaire (Remcess). Cet accord, va également permettre d'apporter un appui à l'enregistrement, structuration, professionnalisation et au renforcement des capacités des Unités de l'économie sociale (UES).

En outre, le partenariat Minpmeesa/Remcess va également faciliter la participation au développement des structures d'accompagnement et des dispositifs territoriaux d'appui à l'innovation et aux entreprises sociales ; à la mise en œuvre de nouveaux outils/mécanismes de financement ; et à l'intégration des UES aux schémas de développement des communes membres du Remcess.

L'organisation des ateliers et des sessions de formation en vue de valoriser le potentiel endogène et de capitaliser les appuis apportés par le Minpmeesa et ses partenaires ; l'organisation des foires et marchés coopératifs des acteurs de l'Économie sociale ; et la mobilisation des partenaires techniques et financiers en vue de la mise en œuvre des activités prévues par ladite Convention, le suivi et l'évaluation des activités mises en œuvre, sont entre autres activités concernent par cet accord.

« Nous sommes mobilisés aujourd'hui pour la mise en œuvre de cette politique publique qui est celle de la promotion de l'économie sociale. L'engouement que nous avons décelé à travers le territoire pour la mise en œuvre des actions et initiatives en matière d'économie sociale révèle que nombreux sont nos compatriotes qui à travers des GIC, des coopératives, des unités de l'économie sociale… sont déterminés à faire de ce secteur un axe de leur vie au quotidien », renseigne Achille Bassilekin III.

Le Réseau des maires du Cameroun pour l'économie sociale et solidaire (Remcess) s'est engagé à sensibiliser et à renforcer les capacités des élus locaux en matière d'économie sociale ; à assurer la promotion d'une stratégie commune de soutien au secteur de l'économie sociale auprès des élus locaux ; à assurer l'organisation des formations dans le domaine de l'Économie sociale afin de renforcer les capacités des élus locaux membres du Remcess et des cadres des communes en collaboration avec le Minpmeesa.

Pour Monique AYI, présidente du Remcess et par ailleurs maire de Dzeng, commune du département du Nyong et So'o, « Il fallait trouver une réponse aux besoins locaux. Ça bouillonne dans les communes, mais il faut une organisation qui permet aux communes de mettre sur pied un cadre de collaboration. Avec le Minpmeesa, nous allons travailler de manière à permettre la professionnalisation des unités d'économie sociale et solidaire. Avec l'appui du ministère, beaucoup de problèmes que nous rencontrons seront résolus », a-t-elle indiqué.

RM

AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ

La Cameroon telecommunication souhaite à travers cette opération parvenir à une harmonisation de ses ressources salariales, ses effectifs en terme d'emplois, ses qualifications et ses profils pour une amélioration efficace de son personnel.

Camtel procède à l'évaluation de ses performances

Ils sont estimés à plus de 3 600, le personnel de la Cameroon telecommunication. Pour obtenir une harmonie entre les ressources salariales et les emplois, en termes d'effectifs, de qualifications et de profils, l'entreprise Camtel a émis en date du 13 juin 2023, un appel d'offre pour le recrutement d'un cabinet devant réaliser un audit de ses ressources humaines et gestion de carrières. Comme mission de cet appel d'offre, le diagnostic des carrières du personnel, dresser l'état des lieux des avancements de grade et de formuler les recommandations visant à améliorer l'efficacité de son action. Mais aussi, identifier les domaines qui nécessitent la mise en place d'une nouvelle politique. Selon l'entreprise Camtel, ce diagnostic sera également l'occasion de procéder à la vérification des procédures de sélection du personnel, de recrutement, et l'adéquation des profils aux différents postes, évaluer le coût des ressources humaines, de la production de l'entreprise et proposer des solutions redressements… L'ultime objectif de cette opération est de parvenir à améliorer l'efficacité du personnel de cette entreprise publique.

Plus gros employé dans le secteur de la téléphonie fixe et mobile avec un effectif net de 3 630 employés. Selon le rapport de la CTR, les charges salariales du personnel de l'entreprise Camtel s'évaluaient à plus de 33 milliards de FCFA en 2021 avec une hausse de 2 milliards de FCFA en chute annuelle. Dans une interview récemment réalisée, la Directrice générale, Judith Yah Sunday, faisait savoir que : « Si nous prenons l'activité de Camtel qui est celle de la téléphonie fixe, c'est une activité à haut capital humain ». Nonobstant ce capital humain jugé excessif, la qualité de service de l'opérateur national de téléphonie fixe et mobile laisse toujours à désirer. Pour illustrer cet état de chose, la Cameroon telecommunication a subi une sanction de 800 millions de FCFA de l'Agence de régulation de télécommunication (ART), au même titre que les trois autres compagnies de téléphonie le 25 mai 2023. La critique fait à Camtel était, les manquements récursifs de suivi des obligations de couverture et qualité des services de communications électroniques contenues dans leurs cahiers de charges.

Judith Yah Sunday DG de Camtel.

Une sanction faisant suite à la campagne de boycott des services des opérateurs de téléphonie mobile, baptisée ''Mode avion'' lancée par les abonnées au courant du mois de mars 2023 et qui visait l'amélioration de la qualité de service sur les appels et l'Internet, mais aussi à réduire leurs prix. Une campagne qui avait incité le gouvernement à s'appesantir sur cette problématique. C'est à cet effet qu'une concertation avait été organisée en date du 27 avril 2023 au ministère des postes et télécommunications (Minpostel), présence des responsables de l'ART et de ceux des opérateurs de téléphonie dans l'optique de sortir de l'auberge.

Raphael Mforlem

HYDROCARBURES

La Scdp enregistre un chiffre de 2,7 milliards en 2022

C'est à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires de la Société camerounaise des dépôts pétroliers (Scdp) tenue le 21 juin 2023 dans la capitale économique Douala, que ces chiffres ont été rendus public.

C'est en session ordinaire que les actionnaires de la Société camerounaise des dépôts pétroliers (Scdp), se sont réunis à Douala dans la Capitale économique le 21 juin dernier, dans le cadre de l'Assemblée générale de cette entreprise. L'objectif principal de cette assise était l'adoption des états financiers de cette entreprise à capitaux publics arrêtés au terme de l'exercice 2022.

Au cours des travaux, il a été donné de constater que les états financiers affichent un résultat net de 2,7 milliards de FCFA. Une performance qui enregistre une hausse de 17 %, comparativement à celle réalisée au cours de l'exercice 2021 soit, 2,3 milliards de FCFA. Avec un chiffre d'affaires qui connaît une croissance de 7,8 % soit 24 milliards de FCFA, pour un bilan global de 88 milliards FCFA, ces chiffres sont l'illustration parfaite de ce que les performances de la Société camerounaise des dépôts pétroliers (Scdp) sont plutôt encourageantes.

Véronique Moampea, DG de la Scdp.

Même si des explications sur les facteurs ayant contribués à cette performance n'ont pas été mis en exergue lors de travaux, l'on peut néanmoins apprécier le plan stratégique 2021-2023 de la Scdp qui vise l'amélioration de la productivité, la sécurisation de l'approvisionnement, la poursuite du programme d'augmentation des capacités de stockage… Des éléments qui pourraient être au cœur de cette performance.

Dans cette optique d'amélioration de la productivité, la Scdp a retenu en mai dernier, la société d'ingénierie Ogive SAS, pour la construction d'une sphère de 1 000 tonnes métriques en vue du stockage des produits pétroliers au dépôt Scdp de Bonabéri à Douala. Une infrastructure qui rentre dans le cadre d'un vaste programme accroissement des capacités de stockage de la Scdp de 34 500 m3 dans ses dépôts de Yaoundé, Douala et Bélabo.

Au regard de la hausse des prix des produits pétroliers à la pompe en février dernier, le gouvernement a également procédé à la hausse du prix du litre de pétrole vendu aux industriels par Scdp qui est passé de 410,19 FCFA à 560,19 FCFA, soit une hausse de 150 FCFA (36,5 %). Une décision gouvernementale qui pourrait permettre à la société d'Etat d'enregistrer de bénéfice.

Raphael Mforlem

LA REGIONAL BANK

La Régional Bank intends to redistribute dividend to Shareholders after realizing a profit of 1.2 billion FCFA during the 2022 period, a first in eight years exercise.

Institution Redistributes 1.5 billion FCFA Dividends to Shareholders

The Ordinary General Assembly held on June 24 approves its 2022 financial statement and to redistribute as a dividend, an amount of FCFA 1,500,000,000 (one billion five hundred million), or FCFA 1 481 per share before withholding Tax on the Income from Movable Assets (Ircm). This is in application of Article 144 of the Ohada Uniform Act relating to Company law. The balance, i.e. FCFA 1,014,582,784 will remain Deferred again.

The total distribution in favor of the shareholders will amount to a gross amount of FCFA 1,500,000,000, payable after obtaining COBAC's no objection. The net dividend per share will be : Listed shares (Ircm 11%) = FCFA 318, Registered Shares : Shareholders domiciled in Cameroon (Ircm 16.5%) = FCFA 236, Shareholders domiciled outside Cameroon (Ircm 15%) = FCFA 258

According to the draft results consulted by La Voix Des Entreprises, the bank ended the 2022 financial year with a net result of 1.2 billion FCFA and intends to allocate 10 % of this result to legal reserves and 15% to regulatory reserves. To the remaining 920.5 million FCFA, the Board of directors proposes to add the sum of 579.4 million FCFA drawn from the postponement to new previous beneficiary ; which brings the distributable profit to 1.5 billion FCFA.

This is the first time in 8 years that the Regional Bank has opted for a distribution of dividends to its shareholders ; the establishment having made the choice to reinvest its profits for several years which allowed it to initiate the transition from microfinance to commercial banking. If this operation is approved by the general meeting, each shareholder will receive 1,481 FCFA per share before withholding Tax on Income from Movable Assets (IRCM). For listed shares, the net dividend per share will be 1,332 FCFA after the application of the Income Tax on securities (10 %).

La Régionale Bank offices

This decision is good news for the bank's historical shareholders, but also and especially for those who joined the shareholding in 2021 thanks to the capital increase. The latter have also been allocated 10,459 new shares free of charge, which means greater gains for the latter. According to experts, with the the current distribution of free shares and dividends, La Régional would hold one of the most profitable securities on the financial market.

Sorelle Ninguem

COMPLIANCE NORMS

Coficert Awards AML and MSI certifications to Bgfi Holding Corporation

The document delivery ceremony between Henri-Claude Oyima, Chief Executive Officer (CEO) of the Bgfi Group, and Cristian Mocanu, Chief Executive Officer of French organization Coficert in the presence of several officials took place on June 16 in Libreville, Gabon.

The Gabonese banking group Bgfi Holding Corporation, present in twelve countries, including Cameroon that has recently announced obtaining its double AML 30,000 and MSI 20,000 certification, awarded by the French certification body Coficert. Indeed, these standards certify the technical compliance and the effectiveness of the measures to combat money laundering and the financing of terrorism (AML/FTP) set up by the group which is most of the time exposed to these scourges.

To achieve this, the banking group has carried out a plurality of actions in order to set up measures to prevent and detect risks related to money laundering, terrorist financing, non-compliance with embargoes and financial sanctions in accordance with the evolution of international regulations in force. Among which : « Siron AML, is a behavioral analysis tool based on the follow-up and monitoring of transactions in order to detect and prevent any money laundering activity ; Swift Sanction Screening, a filtering tool based on the instant filtering of suspicious transactions from payment systems through sanctions lists ; and Siron KYC, a customer base screening tool », explained Henri-Claude Oyima, CEO of the Bgfi group.

Henri Claude Oyima, CEO of BGFI group, and Christian Mocanu, CEO of the french organization Coficert

In addition, the certifications of Bgfi Holding Corporation confirm it in its missions of regulation, animation and control of subsidiaries with a reinforced synergy between the group's head company and its subsidiaries on security and financial governance issues. In 2005, Bgfi Bank was one of the first banking groups in Africa to obtain ISO 9001 version 2000 certification, through Bgfi Bank Gabon.

Moreover, these standards consolidate the group through its bullish results achieved in 2022. In 2022, it achieved a total balance sheet of 4,883.2 billion (+25 %). Its Cameroonian subsidiary closed the financial year with a net profit of 10.103 billion (+23 %). The net banking income, which measures the difference between income and operating expenses, was also maintained on a bullish trend peaking at 30.5 billion francs against 23 billion a year earlier.

SN

INFRASTRUCTURAL INVESTMENT

Cameroon's National Social Insurance Fund (Nsif) and Mauritius' SBM are investing in Africa Finance Corporation's (AFC) impact infrastructure mission. The partnership will go a long way to improve AFCs ability to carry out risk-free infrastructure projects in Africa.

Nsif Join Shares to Africa Finance Corporation

Africa Finance Corporation (AFC), a pan-African institution specialized in the financing of infrastructure projects in Africa, has joined it's shares to two new companies, including : the Nsif (the public pension fund of Cameroon), and SBM Capital Market Securities Ltd., one of the leading financial services providers in Mauritius. The announcement was made public on June 20, by AFC. According to La Voix des Entreprises, Nsif does not give details on its participation in this capital, meanwhile AFC is looking forward for a diversified portfolio « These investments mark a trend of African institutional investors – including pension funds, insurance companies and financial institutions – to diversify their portfolios from traditional asset classes such as bonds and listed stocks to work with AFC to fill the continent's infrastructure gap and unleash prosperity », AFC staff report.

In addition to the participation, the Nsif has also signed a memorandum of Understanding with AFC to collaborate in the identification, development and financing of infrastructure and industrial projects in Cameroon. « Nsif investment in AFC is part of the continuation of efforts to diversify our investment portfolio », said the Chief Executive Officer Noël Alain Olivier Mekulu Mvondo Akame.

National Social insurance fund (NSIF)

In Cameroon, the AFC's investment is estimated at more than 300 million dollars (180.9 billion FCFA) to date. The international financial institution is providing support for infrastructure projects, including Nachtigal Hydro Power Company, a 420 MW power plant that will increase Cameroon's installed capacity by 30 % and reduce the cost of electricity production.

With AFCs diversified investors composed of Public Investment Corporation (PIC) from South Africa, Seychelles Pension Fund, National Pension Fund (NPF) and National Savings Fund (Nsif) from Mauritius, AFC achieved positive performances during 2022. As proof, its total assets have increased by 23 % to 10.5 billion US dollars (6,333 billion FCFA) and its profit has climbed by 36 % for good evening to 285.9 million US dollars (172.4 billion FCFA).

Sorelle Ninguem

FINANCIAL MARKET ISSUERS

Cemac Zone Holds up Despite Global Rising Inflation

Despite a context hit by inflation that is not favorable for financing mobilization, the bond issues launched simultaneously by Cameroon, Gabon and soon Congo are a sign that the sub-regional capital market is generating a certain enthusiasm for issuers.

A survey by the United States Federal Reserve (FED) carried out among 80 financial organizations and published on May 08 last year indicates a persistence of both the tightening of credit conditions and a decrease in credit demand in all credit categories during the first quarter of 2023. A continuous increase in the cost of credit, under the effect of the tightening of monetary policies in advanced countries, in order to fight against galloping inflation. Most central banks are implementing a restrictive monetary policy, with successive increases in their key interest rates.

In the subregion, the Bank of Central African States (Beac) has raised its tender interest rates (Tiao) four times as well as the marginal lending facility rate, since 2022. During the current month, Cameroon and Gabon, in this case, simultaneously launched bond loans for an equal amount of 150 billion FCFA each.

This double bond issue launch has led some to fear a failure of these operations, given the importance of the amounts to be mobilized. Despite a context that is not very favorable to the mobilization of financing, the actual launch of said fundraising a week ago, marked by underwriting by the arranging consortia amounting to 104 billion FCFA and 100 billion FCFA for the two States, respectively, leaves little doubt about the success of these loans by the close of subscriptions by June end. Congo on her side is looking forward to launching its 2023 bond, worth 200 billion FCFA according to its initial forecasts.

In the opinion of experts, there are reasons to be satisfied to see that the financial market of Central Africa generates a certain enthusiasm on the part of issuers. « This translates into the fact that we can have at the same time different issuers who come to solicit investors. It allows each investor to make their trade-offs. In any case, a complaint that comes up quite often is that the placement materials are not diversified enough. These operations launched simultaneously by Cameroon and Gabon give each investor the choice to place his money on one or the other issuer, and why not on other states that could issue bond loans by public offering in the meantime, » welcomes Ernest Christian Pouhe, Managing director of Attijari Securities Central Africa (Asca), member of the investment syndicate of the 2023 bond loan of the State of Cameroon.

BEAC offices

The African Development Bank (Afdb) considers the capital market in Central Africa to be booming, with the improvements made in three projects that it has accompanied in recent years, including : the project to support the start-up of the unified financial market of Central Africa, and the deepening of the Cemac financial sector.

On the sub-fund managed by the Central African Securities Exchange (Bvmac), there are 18 securities as of January 31, 2022 compared to 15 securities a year earlier. The bond sub-fund, on the other hand, had increased from 11 values on January 31, 2021 to 11 values on January 31, 2022, an increase of 18.18 %.

SN

POLITIQUE PUBLIQUE

DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES

C'est au cours du Conseil de cabinet présidé par le Premier ministre chef du gouvernement le 20 juin dernier que le Document de programmation budgétaire (DPB) inscrit parmi les priorités 2023-2025 a été reconduit jusqu'en 2026.

Le Programme d'impulsion initiale prolongé pour une année

Identifier divers projets industriels déclencheurs de la transformation structurelle de l'économie nationale en vue de faciliter leur implémentation et de booster l'essor du secteur industriel en proie à de nombreuses difficultés, c'est le bien-fondé du Programme d'impulsion initiale qui vient d'être reconduit pour une durée d'une année par le gouvernement de la République.

C'est au cours du Conseil de cabinet présidé par le Premier ministre chef du gouvernement Joseph Dion Ngute, que le Document de programmation budgétaire 2023-2025 a été prolongé à 2024-2026. Même si les raisons de ce prolongement d'une année n'ont pas clairement été établies, l'on sait tout de même que le Programme d'impulsion initiale vise à identifier les projets industriels susceptibles d'inciter la transformation structurelle de l'économie nationale en vue de faciliter leur implémentation.

Parmi les grands axes qui figurent dans ledit document, la nécessité de démarrer la mise en œuvre du Programme d'impulsion initiale, occupe une place de choix. Au cours du séminaire de lancement des activités de préparation du budget de l'Etat au compte de l'exercice en cours en juillet 2023, le ministre des Finances Louis Paul Motaze réclamait déjà, la mobilisation des mécanismes de financements innovants en vue de la promotion du label ''Made In Cameroon'' et du patriotisme économique dans les filières prioritaires telles que l'agro-industrie, le bois, textile, les mines et la métallurgie, l'industrie pharmaceutique et biomédicale à travers la mise en place des zones économiques et des facilités fiscalo-douanières.

Première ministre chef du gouvernement, Joseph Dion Ngute.

Dans son processus d'implémentation, le Programme d'impulsion initiale fera face à plusieurs difficultés qui vont impacter le développement du secteur de l'industrie. Parmi ces contraintes, l'on peut citer entre autres, la faible valorisation des ressources nationales, la faible diversification de l'activité industrielle, la désuétude et l'inadaptation des technologies utilisées. Pour illustrer cet état de chose, l'on peut prendre pour exemple le secteur minier qui ne contribue qu'à 1 % du Produit intérieur brut (PIB) national au regard des statistiques mentionnées par le chef de l'Etat dans son adresse à la nation en fin d'année 2022. Une situation qui a stimulé le gouvernement à impulser la transformation dans le secteur bois.

La mobilisation des ressources internes non-pétrolières et la rationalisation des dépenses qui sont une priorité, contenues dans le Document de programmation budgétaires 2024-2026 ont également fait objet d'échange entre les membres du gouvernement. Entre autres priorités, l'on a la construction des zones économiquement sinistrées dont l'enveloppe de 32,5 milliards de FCFA a déjà été mobilisée sur un total de 154 milliards de FCFA.

Nonobstant cette volonté et cette mobilisation, les troubles sécuritaires, l'efficacité des nouvelles mesures fiscales et la rationalisation des dépenses font partie des craintes du gouvernement dans l'exécution du Programme d'impulsion initiale.

Raphael Mforlem

AFFAIRE LIYEPLIMAL

Le procureur de la République saisi

C'est au cours de la séance des questions orales devant les membres du parlement à l'Assemblée nationale le 16 juin dernier, que le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Laurent Esso a fait savoir que les juridiques compétentes ont été saisies.

C'est le député SDF, Jean Michel Nintcheu qui remet au goût du jour l'affaire Liyeplimal, un dossier qui a fait les choux gras de la presse et des réseaux sociaux ces derniers mois au 237. Et jusqu'à date, bon nombre de souscripteurs sont toujours en attente de bénéficier de leurs investissements. Sauf que depuis des mois aujourd'hui, aucune information à ce sujet n'est rendue publique. C'est dans cette optique que le député Jean Michel Nintcheu, a interpellé le ministre de la Justice garde des Sceaux, Laurent Esso sur l'ouverture d'une information judiciaire sur l'affaire des épargnes de Liyeplimal par le biais de Global Investement Trading, de l'homme d'affaires Emile Parfait Simb.

Prenant la parole, Laurent Esso a indiqué que : « Le 10 avril 2023, le procureur de la République près du Tribunal de première instance (TPI) du Mfoundi a été saisi de ce dossier conformément aux articles du code de procédure pénale ». Le membre du gouvernement a, par ailleurs, invité les parlementaires à laisser la justice faire son travail. « Laissons donc la justice suivre son cours sans précipitation. Le temps judiciaire n'est pas le temps parlementaire ; le temps judiciaire n'est pas le temps de la rumeur encore moins de l'opinion. Il y a un temps pour tout et il y a un temps judiciaire ».

Pour rappel, c'est le lundi 14 février 2022, que l'Agence Global Investment Trading de Bonapriso-Douala, entreprise promotrice du produit financier « Liyeplimal », cryptomonnaie internationale créée par Parfait Emile Simb, a été prise d'assaut par les souscripteurs. Ces derniers réclamaient le versement de leurs ristournes provenant de leurs placements effectués au sein du groupe Global Investment Trading, à travers Liyeplimal. Dans l'impossibilité de percevoir leur dû depuis plusieurs mois, ils avaient manifesté leur mécontentement dans le but de se faire payer régulièrement, conformément aux engagements contractuels pris par Global Investment Trading.

Dans un communiqué en date du 6 septembre 2021, Émile Parfait Simb limitait déjà les services de retrait d'argent : « Considérant le grand flux des demandes de retrait dû à l'augmentation exponentielle de nos membres au quotidien, nous avons le plaisir de vous informer que les demandes de retraits s'arrêteront désormais à partir du 20 de chaque mois à 12 h 00 GMT, et les paiements se feront du 24 au 30 du même mois », avertissait le promoteur. Dans le même ordre d'idées, le président-directeur général de Global Investment Trading fixait certaines limites de retrait et des transferts basés sur les packs les plus élevés « en raison du nombre croissant des arnaqueurs et hackers dans le réseau Liyeplimal, et dans le souci de pérenniser les activités par la sécurisation des transactions », ajoutait le promoteur.

Après le Cameroun, deux plaintes auraient été déposées les 23 juin et 5 juillet dernier respectivement au tribunal fédéral du New Jersey aux États-Unis et au parquet de Paris, par un collectif de 106 souscripteurs de quinze nationalités différentes contre Émile Parfait Simb, révèle Jeune Afrique. Plusieurs proches de l'homme d'affaires ainsi qu'une centaine de personnes qui ont joué les intermédiaires ou bien incité les épargnants à investir sur ce produit financier sont également soupçonnées « d'enrichissement sans cause », « incitation frauduleuse », « fausse déclaration frauduleuse », « fausse déclaration négligente » et « escroquerie et complot ». Le journal cite entre autres un haut cadre de la Beac, de la SNH, des activistes comme la suisso-camerounaise Nathalie Yamb ou encore l'homme politique camerounais Cabral Libii. Le collectif de plaignants estime leur préjudice à 5,2 milliards de F CFA.

Émile Parfait Simb, PDG de Global Investment Trading

Source : EcoMatin

FINANCEMENT DES PME

Les petites et moyennes entreprises des pays signataires de la Zlecaf pourront également bénéficier d'un accompagnement financier de l'établissement de crédits dans 4 domaines cibles.

UBA et la Zlecaf signent un accord de 3 600 milliards de FCFA

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Zlecaf (Zone de libre-échange continentale Africaine), le groupe United Bank for Africa (UBA) a signé à Accra au Ghana (siège de la Zlecaf, Ndlr), une convention avec le Secrétariat de la Zlecaf, au profit des petites et moyennes entreprises (PME). Cet accord de financement d'un montant de 6 milliards de dollars soit environ 3 599 milliards de FCFA à débloquer sur une durée de trois ans.

« L'accord crée un partenariat stratégique juridiquement contraignant entre les deux organisations. Cet accord prévoit que UBA fournira des services financiers afin de faciliter la mise en œuvre de l'Accord de la Zlecaf et de ses objectifs », indique Muyiwa Akinyemi, Deputy Managing Director de UBA group.

Quatre secteurs ont été ciblés dans le cadre de cet accord : l'agro-industrie, l'automobile, les produits pharmaceutiques, le transport et la logistique. Le choix de ces secteurs n'est pas fortuit au regard des chiffres sur l'importation. Confié au journal Cameroon Tribune, le secrétaire général de la Zlecaf Wankele Mene rappelle qu'en 2019, l'Afrique « a importé pour 16 milliards de dollars de produits pharmaceutiques. Cela signifie que nous avons renoncé à 16 milliards de dollars d'innovations en matière d'emplois ». De même, dans le domaine de l'agriculture, poursuit-il, l'Afrique importe les produits alimentaires pour environ 54 milliards de dollars. Pourtant, les PME sont au centre de l'économie. Elles créent 417 millions d'emplois et contribuent à hauteur de 16 % au PIB de l'Afrique.

Signature de l'accord entre Wankele Mène SG de la Zlecaf et Muyima Akinyemi, Deputy Manager Director de UBA group

De ce fait, « l'objectif global de cette convention est l'amélioration de l'accès au financement et aux marchés pour les petites et moyennes entreprises, afin d'encourager leur croissance et leur contribution au développement socio-économique de l'Afrique. Ce partenariat renforcera les liens économiques, favorisera l'intégration régionale et contribuera à la réalisation du potentiel de l'Afrique en tant que centre économique prospère », a affirmé Wamkele Mene.

Relevons que le commerce intra-Africain reste nettement faible et ne représente qu'un taux de 14,4 % du total des exportations africaines. Les prévisions de la Cnuced (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), indiquent que la Zlecaf pourrait stimuler le commerce intra-Africain d'environ 33 % et réduire le déficit commercial du continent de 51 %. Pour bénéficier des financements, les entreprises, apprend-t-on, les PME doivent être essentiellement une PME africaine et apporter les preuves d'être véritablement une PME qui remplit les exigences requises par les 20 pays où exerce la banque nigériane. Pour le cas spécifique du Cameroun, « il faut être une entreprise qui emploie au moins 1 personne et au plus 100 personnes et dont le chiffre d'affaires hors taxes varie entre 1 million et 1 milliard », détaille le quotidien national bilingue.

Pour rappel, United Bank for Africa est l'un des plus grands employeurs du secteur financier sur le continent africain, avec quelque 25.000 employés à l'échelle du Groupe, desservant plus de 35 millions de clients dans le monde. Opérant dans 20 pays en Afrique, ainsi qu'au Royaume-Uni, aux États-Unis d'Amérique, en France et aux Émirats arabes unis, UBA fournit des services bancaires aux particuliers, aux entreprises commerciales, aux multinationales et aux organismes et institutions, encourage l'inclusion financière, le tout au moyen d'une technologie de pointe.

Georges Semey

COOPÉRATION CAMEROUN – BAD

Le document de Stratégie pays 2023-2028 présenté officiellement

C'était au cours d'une cérémonie présidée le 19 juin 2023 à Yaoundé, par le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey, en présence du Directeur général de la Banque africaine de développement (BAD) pour le Bureau Afrique Centrale, Dr. Serge N'guessan, et de plusieurs membres du gouvernement.

Le Document de Stratégie Pays (DSP) de la BAD au Cameroun pour la période 2023-2028, vise à appuyer les efforts du Gouvernement dans son ambition de diversification et de transformation structurelle de l'économie. Pour cela, cette nouvelle stratégie d'intervention de la BAD met un accent particulier sur l'industrialisation avec deux domaines d'interventions prioritaires : le développement de l'agro-industrie et la valorisation du capital humain.

Considéré comme un Cadre de Coopération de « seconde génération », le nouveau DSP de la Banque africaine de développement opère un changement d'approche par rapport aux précédents, aussi bien au niveau stratégique qu'opérationnel. Au niveau stratégique, une plus grande focalisation est faite sur l'agro-industrie avec le secteur privé comme acteur clé, qui sera au cœur des projets pour accompagner les efforts du gouvernement. De même, la priorité est accordée à certaines régions qui font face à des défis socio-économiques et sécuritaires que sont l'Extrême-nord, le Nord-ouest, le Sud-ouest, et l'Est, pour favoriser un développement local plus rapide, tout en visant l'intégration régionale.

Enfin, une meilleure synergie d'actions sera recherchée avec tous les autres Partenaires Techniques et Financiers intervenant au Cameroun. Au niveau opérationnel, la BAD compte promouvoir des opérations intégrées portant sur des grands projets structurants touchant plusieurs secteurs qui visent un même objectif de développement dans un cadre cohérent.

Ces opérations seront dotées d'une forte composante de promotion du secteur privé avec un accent particulier sur leur contribution au développement territorial de la zone d'implantation. Les différents mécanismes de suivi-évaluation seront aussi enrichis pour une amélioration de la performance des projets mis en œuvre.

Pour le Directeur général de la Banque africaine de développement (BAD) pour le Bureau de l'Afrique Centrale, Dr. Serge N'Guessan, ce nouveau modèle de stratégie qui opère un double-shift stratégique et opérationnel, permettra d'améliorer la qualité des opérations de la Banque, pour relever efficacement, aux côtés du Gouvernement, les principaux défis de développement du Cameroun dans sa quête de l'émergence.

Fin de la cérémonie de présentation du document de Stratégie pays 2023-2028 entre le Minepat et la BAD

Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey, s'est réjoui du changement de paradigme observé dans ce nouveau Document de Stratégie Pays de la BAD qui est en réalité une réponse forte aux orientations de la Stratégie nationale de développement (SND30). Selon le Minepat, au moment où nous embarquons vers une plus grande industrialisation, ce Document de Stratégie est une réponse forte aux conjonctures actuelles de souveraineté économique, et sécurité alimentaire. Dans le cadre de notre DSP avec la BAD, les deux piliers pris en compte sont, selon le Ministre de l'Economie, des domaines déterminants qui vont participer à améliorer le cadre de réalisation des projets d'industrialisation portés surtout par le secteur privé.

En rappel, le nouveau DSP 2023-2028 de la BAD pour le Cameroun est adossé sur un programme Indicatif de prêt glissant (IOP) estimé à 1.365 millions UC. Il comprend 11 opérations souveraines et 03 opérations non souveraines. Il intervient au moment où l'évaluation du Document de stratégie pays pour la période 2015-2028 de la BAD fait état de plus de 23 projets pour un financement de plus de 2 milliards de dollars, soit près de 1 199. 000 000 000 de FCFA avec une forte concentration dans les infrastructures, l'énergie, et évidemment le développement agricole.

Raphael Mforlem

SARA

SARA
By Afriland First Bank

Gets better !

Dear customers,
The new version of « Sara by Afriland Cameroon » app is now available.

More robustness | Security | flexibility and speed

Available on **Playstore**, **Appstore** and at **www.afrilandfirstbank.com**

DISPONIBLE SUR Google Play
For android devices

Disponible sur App Store
For IOS devices (iPhone)

For any issues, please contact us
at **222 518 050** | or via WhatsApp **680 058 005**.

Thank you for your loyalty.

We put the customer's interest first

www.afrilandfirstbank.com

Afriland First Bank